

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1973 Nr. 122

A. TITEL

*Protocol betreffende zeelieden-vluchtelingen;
's-Gravenhage, 12 juni 1973*

B. TEKST**Protocole relatif aux marins réfugiés**

Les Parties au présent Protocole,

Considérant que l'application de l'Arrangement relatif aux marins réfugiés, signé le 23 novembre 1957 à La Haye (ci-après dénommé l'Arrangement) est étroitement liée à l'application de la Convention relative au statut des réfugiés, signée le 28 juillet 1951 à Genève (ci-après dénommée la Convention) qui ne s'applique qu'aux personnes devenues réfugiées par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951,

Considérant que de nouvelles catégories de réfugiés sont apparues depuis que la Convention a été adoptée et qu'il est souhaitable que le même statut s'applique à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1er janvier 1951 et qu'à cet effet un Protocole relatif au statut des réfugiés a été ouvert à l'adhésion le 31 janvier 1967 à New York,

Désireux d'établir un régime similaire à l'égard des marins réfugiés,

Sont convenues de ce qui suit:

Article I

(1) Les Parties au présent Protocole s'engagent à appliquer aux marins réfugiés, tels qu'ils sont définis ci-après, les articles 2 et 4 à 13 inclus de l'Arrangement.

(2) Aux fins du présent Protocole, le terme „marin réfugié” s'applique à toute personne qui, étant réfugiée aux termes de la définition contenue à l'article I, paragraphe 2, du Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967, sert, à quelque titre que ce soit, comme marin à bord d'un navire de commerce ou dont la profession salariée habituelle est celle de marin à bord d'un tel navire.

(3) Le présent Protocole sera appliqué sans aucune limitation géographique; toutefois les déclarations déjà faites, en vertu de l'alinéa (a) du paragraphe 1 de la Section B de l'article premier de la Convention, par des Etats déjà Parties à celle-ci, s'appliqueront également sous le régime du présent Protocole, à moins qu'elles n'aient été étendues conformément au paragraphe 2 de la Section B de l'article premier de la Convention.

Protocol relating to refugee seamen

The Contracting Parties to the present Protocol,

Considering that the application of the Agreement relating to Refugee Seamen done at The Hague on 23 November 1957 (hereinafter referred to as the Agreement) is closely connected with the application of the Convention relating to the Status of Refugees done at Geneva on 28 July, 1951 (hereinafter referred to as the Convention), which applies only to those persons who have become refugees as a result of events occurring before 1 January 1951,

Considering that new refugee situations have arisen since the Convention was adopted and that it is desirable that equal status should be enjoyed by all refugees covered by the definition of the Convention irrespective of the dateline of 1 January 1951, and that to this end a Protocol relating to the Status of Refugees was opened for accession at New York on 31 January 1967,

Desiring to establish a similar regime with regard to refugee seamen,

Have agreed as follows:

Article I

(1) The Contracting Parties to the present Protocol undertake to apply Articles 2 and 4 to 13 inclusive of the Agreement to refugee seamen as hereinafter defined.

(2) For the purpose of the present Protocol, the term "refugee seaman" shall apply to any person who, being a refugee according to the definition in paragraph 2 of Article I of the Protocol relating to the Status of Refugees of 31 January 1967, is serving as a seafarer in any capacity on a mercantile ship, or habitually earns his living as a seafarer on such a ship.

(3) The present Protocol shall be applied without any geographic limitation, save that existing declarations made by the States already Parties to the Convention in accordance with Article 1 B

- (1) (a) of the Convention, shall, unless extended under Article 1 B
- (2) thereof, apply also under the present Protocol.

Article II

Tout différend entre les Parties au présent Protocole relatif à l'interprétation ou à l'application de toutes dispositions du Protocole, qui n'aura pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale de justice à la demande de l'une des parties au différend.

Article III

(1) Le présent Protocole sera ouvert à l'acceptation ou à l'approbation de tous les Gouvernements ayant signé l'Arrangement ou y ayant adhéré et de tout autre Gouvernement qui assume à l'égard des marins réfugiés les obligations prévues à l'article 28 de la Convention ou des obligations correspondantes.

(2) Les instruments d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Article IV

(1) Le présent Protocole entrera en vigueur le 90ème jour qui suivra la date du dépôt du huitième instrument d'acceptation ou d'approbation.

(2) Pour chaque Gouvernement acceptant ou approuvant le présent Protocole après le dépôt du huitième instrument d'acceptation ou d'approbation, le présent Protocole entrera en vigueur à la date où ce Gouvernement aura déposé son instrument d'acceptation ou d'approbation.

Article V

(1) Tout Gouvernement peut au moment du dépôt de son instrument d'acceptation ou d'approbation ou à toute date ultérieure, déclarer que le présent Protocole s'étendra à un ou plusieurs des territoires dont il assure les relations internationales, sous réserve qu'il assume, en ce qui concerne celui-ci ou ceux-ci, les obligations mentionnées au paragraphe 1 de l'article III.

(2) Cette extension se fera par notification adressée au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

(3) L'extension prendra effet le 90ème jour qui suivra la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, mais pas avant la date à laquelle le Protocole sera entré en vigueur conformément aux dispositions de l'article IV pour le Gouvernement qui aura effectué ladite notification.

Article VI

(1) Toute Partie Contractante pourra dénoncer le présent Protocole à tout moment par notification adressée au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Article II

Any dispute between the Contracting Parties to the present Protocol relating to the interpretation or application of any of its provisions which cannot be settled by other means shall be referred to the International Court of Justice at the request of any one of the Parties to the dispute.

Article III

(1) The present Protocol shall be open for acceptance or approval on behalf of all the Governments which have signed the Agreement or have acceded thereto and of any other Government which undertakes obligations with respect to refugee seamen under Article 28 of the Convention or obligations corresponding thereto.

(2) Instruments of acceptance or approval shall be deposited with the Government of the Kingdom of the Netherlands.

Article IV

(1) The present Protocol shall come into force on the 90th day following the date of deposit of the eighth instrument of acceptance or approval.

(2) For each Government accepting or approving the present Protocol after the deposit of the eighth instrument of acceptance or approval, the present Protocol shall come into force on the date of deposit by such Government of its instrument of acceptance or approval.

Article V

(1) Any Government may, at the time of the deposit of its instrument of acceptance or approval, or at any time thereafter, declare that the present Protocol shall extend to any territory or territories for the international relations of which it is responsible, provided that it has undertaken in relation thereto such obligations as are mentioned in paragraph 1 of Article III.

(2) Such extension shall be made by notification addressed to the Government of the Kingdom of the Netherlands.

(3) The extension shall take effect on the 90th day following the date upon which the notification was received by the Government of the Kingdom of the Netherlands, but not before the date of the entry into force of the present Protocol for the notifying Government as specified in Article IV.

Article VI

(1) A Contracting Party may denounce the present Protocol at any time by a notification addressed to the Government of the Kingdom of the Netherlands.

(2) La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas. En cas de dénonciation du présent Protocole par une Partie Contractante, toute autre Partie pourra, après consultation des autres Parties Contractantes, dénoncer le Protocole; cette dénonciation produira ses effets à la même date que la précédente, sous réserve d'un préavis d'au moins six mois.

Article VII

(1) Toute Partie Contractante qui a fait une notification conformément à l'article V pourra notifier ultérieurement à tout moment au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas que le présent Protocole cessera de s'appliquer à tout territoire désigné dans la notification.

(2) Le présent Protocole cessera de s'appliquer au territoire, ou aux territoires, en question un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Article VIII

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas informera tous les Gouvernements qui ont signé l'Arrangement ou qui y ont adhéré et tous les autres Gouvernements qui ont accepté ou approuvé le présent Protocole de tous dépôts et notifications faits conformément aux articles III, V, VI et VII.

Article IX

Un exemplaire du présent Protocole, dont les textes anglais et français font également foi, signé par le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas qui en transmettra copie certifiée conforme aux Gouvernements visés à l'article VIII.

Conformément à l'article IX du Protocole j'ai apposé ma signature le douze juin mil neuf cent soixante-treize.

(s.) M. VAN DER STOEL

*Ministre des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas*

(2) The denunciation shall take effect one year from the date upon which the notification was received by the Government of the Kingdom of the Netherlands. Where the present Protocol has been denounced by a Contracting Party, any other Contracting Party after consulting the remaining Parties, may denounce the Protocol with effect from the same date, provided not less than six months' notice is given.

Article VII

(1) A Contracting Party which has made a notification under Article V may at any time thereafter declare by a notification addressed to the Government of the Kingdom of the Netherlands that the present Protocol shall cease to apply to any territory or territories specified in the notification.

(2) The present Protocol shall cease to apply to any territory or territories concerned one year from the date upon which the notification was received by the Government of the Kingdom of the Netherlands.

Article VIII

The Government of the Kingdom of the Netherlands shall inform all the Governments which have signed the Agreement or have acceded thereto and all other Governments which have accepted or approved the present Protocol of any deposits and notifications made in accordance with Articles III, V, VI and VII.

Article IX

A copy of the present Protocol, of which the English and French texts are equally authentic, signed by the Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, which shall transmit certified true copies thereof to the Governments referred to in Article VIII.

In accordance with Article IX of the Protocol, I have appended my signature this twelfth day of June one thousand nine hundred and seventy-three.

(sd.) M. VAN DER STOEL

*Minister for Foreign Affairs of
the Kingdom of the Netherlands*

C. VERTALING**Protocol betreffende zeelieden-vluchtelingen**

De Staten die partij zijn bij dit Protocol,

Overwegende dat de toepassing van de Overeenkomst betreffende zeelieden-vluchtelingen, ondertekend te 's-Gravenhage op 23 november 1957 (hierna te noemen de Overeenkomst), nauw verband houdt met de toepassing van het Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 (hierna te noemen het Verdrag), dat alleen van toepassing is op personen die vluchteling zijn geworden ten gevolge van gebeurtenissen welke voor 1 januari 1951 hebben plaatsgevonden,

Overwegende dat sedert de aanvaarding van het Verdrag nieuwe groepen vluchtelingen zijn ontstaan, en dat het wenselijk is dat een zelfde status geldt voor alle vluchtelingen die vallen onder de begripsomschrijving zoals die in het Verdrag is opgenomen, ongeacht de grensdatum van 1 januari 1951, en dat te dien einde op 31 januari 1967 te New York een Protocol betreffende de status van vluchtelingen voor toetreding werd opgesteld,

Geleid door de wens een soortgelijke regeling te treffen met betrekking tot zeelieden-vluchtelingen,

Zijn als volgt overeengekomen:

Artikel I

(1) De Staten die partij zijn bij dit Protocol verplichten zich de artikelen 2 en 4 tot en met 13 van de Overeenkomst toe te passen op zeelieden-vluchtelingen zoals hieronder omschreven.

(2) Voor de toepassing van dit Protocol is de uitdrukking „zeelieden-vluchtelingen” van toepassing op alle personen die, vluchteling zijnde overeenkomstig de begripsomschrijving in het tweede lid van artikel I van het Protocol betreffende de status van vluchtelingen van 31 januari 1967, in enigerlei hoedanigheid als zeevarende werkzaam zijn aan boord van een koopvaardij-schip of gewoonlijk in hun levensonderhoud voorzien als zeevarende aan boord van zulk een schip.

(3) Dit Protocol is zonder enige geografische begrenzing van toepassing, met dien verstande dat de verklaringen die overeenkomstig het bepaalde in artikel 1 B (1) (a) van het Verdrag zijn afgelegd door Staten die reeds Partij zijn bij het Verdrag eveneens van toepassing zijn onder dit Protocol, tenzij zij op grond van het bepaalde in artikel 1 B (2) van het Verdrag zijn uitgebreid.

Artikel II

Elk geschil tussen de Partijen bij dit Protocol betreffende de uitlegging of de toepassing van een van de bepalingen daarvan, dat niet op andere wijze kan worden beslecht, zal op verzoek van een van de Partijen bij het geschil worden voorgelegd aan het Internationale Gerechtshof.

Artikel III

(1) Dit Protocol staat open voor aanvaarding of goedkeuring door alle Regeringen die de Overeenkomst hebben ondertekend of daartoe zijn toegetreden en door elke andere Regering die de verplichtingen ten aanzien van zeelieden-vluchtelingen krachtens artikel 28 van het Verdrag of daarmee overeenkomende verplichtingen op zich neemt.

(2) De akten van aanvaarding of goedkeuring dienen te worden nedergelegd bij de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel IV

(1) Dit Protocol treedt in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging van de achtste akte van aanvaarding of goedkeuring.

(2) Voor elke Regering die dit Protocol aanvaardt of goedkeurt na de nederlegging van de achtste akte van aanvaarding of goedkeuring treedt dit Protocol in werking op de datum van nederlegging door die Regering van haar akte van aanvaarding of goedkeuring.

Artikel V

(1) Elke Regering kan op het tijdstip van nederlegging van haar akte van aanvaarding of goedkeuring, of op elk later tijdstip, verklaren dat dit Protocol van toepassing is op elk gebied of alle gebieden voor de internationale betrekkingen waarvan zij verantwoordelijk is, mits zij ten aanzien daarvan de verplichtingen op zich heeft genomen die zijn vermeld in het eerste lid van artikel III.

(2) Een zodanige uitbreiding van de toepassing geschiedt door middel van een aan de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden gerichte kennisgeving.

(3) De uitbreiding van de toepassing wordt van kracht op de negentigste dag na de datum waarop de kennisgeving is ontvangen door de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden, doch niet voor de datum van inwerkingtreding van dit Protocol voor de Regering die de kennisgeving doet, zoals aangegeven in artikel IV.

Artikel VI

(1) Een Partij bij dit Protocol kan dit Protocol te allen tijde opzeggen door middel van een aan de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden gerichte kennisgeving.

(2) Deze opzegging wordt van kracht een jaar na de datum waarop de kennisgeving door de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden is ontvangen. Wanneer dit Protocol door een Partij is opgezegd, kan een andere Partij, na overleg met de overblijvende Partijen, het Protocol met ingang van dezelfde datum opzeggen, mits een opzeggingstermijn van niet minder dan zes maanden in acht wordt genomen.

Artikel VII

(1) Een Partij bij dit Protocol die een kennisgeving krachtens artikel V heeft gedaan, kan op elk later tijdstip door middel van een aan de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden gerichte kennisgeving verklaren dat dit Protocol niet langer van toepassing is op het gebied of op de gebieden aangegeven in de kennisgeving.

(2) Dit Protocol houdt op van toepassing te zijn op het betrokken gebied of de betrokken gebieden een jaar na de datum waarop de kennisgeving door de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden is ontvangen.

Artikel VIII

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden zal alle Regeringen die de Overeenkomst hebben ondertekend of daartoe zijn toegetreden en alle andere Regeringen die dit Protocol hebben aanvaard of goedgekeurd, mededeling doen van alle nederleggingen verricht en kennisgevingen gedaan overeenkomstig de artikelen III, V, VI en VII.

Artikel IX

Een exemplaar van dit Protocol, waarvan de Engelse en de Franse tekst gelijkelijk authentiek zijn, ondertekend door de Minister van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden, zal worden nedergelegd in het archief van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften daarvan zal doen toekomen aan de in artikel VIII bedoelde Regeringen.

In overeenstemming met artikel IX van het Protocol heb ik mijn handtekening geplaatst de twaalfde juni negentienhonderd drieënzeventig.

*De Minister van Buitenlandse Zaken
van het Koninkrijk der Nederlanden,*

(w.g.) M. VAN DER STOEL

D. PARLEMENT

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden aanvaard of goedgekeurd.

E. BEKRACHTIGING

Goedkeuring of aanvaarding van het Protocol is voorzien in artikel III, eerste lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol treden ingevolge artikel IV, eerste lid, in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging van de achtste akte van aanvaarding of goedkeuring.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal het Protocol alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Van de op 23 november 1957 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Overeenkomst betreffende zeelieden-vluchtelingen, naar welke Overeenkomst onder meer in de preambule tot het onderhavige Protocol wordt verwezen, zijn de tekst en de vertaling in het Nederlands geplaatst in *Trb.* 1958, 111. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1973, 121.

Van het op 28 juli 1951 te Genève tot stand gekomen Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, met bijlagen, naar welk Verdrag in de preambule tot het onderhavige Protocol wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 131. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1971, 148.

Van het op 31 januari 1967 te New York tot stand gekomen Protocol betreffende de status van vluchtelingen, naar welk Protocol onder meer in de preambule tot het onderhavige Protocol wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst, alsmede de vertaling in het Nederlands, geplaatst in *Trb.* 1967, 76. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1971, 149.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof in artikel II van het onderhavige Protocol wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst, alsmede de vertaling in het Nederlands, geplaatst in *Trb.* 1971, 55.

Uitgegeven de achtste augustus 1973.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

VAN AGT.